

Revue de presse générale FEI 2021

- **AEF, 02/11 : « Quelles sont les pistes de l'IGÉSR pour relancer les mobilités éducatives européennes et internationales ? »**

Article complet (réservé aux abonnés) :

L'IGÉSR analyse, dans un [rapport](#) diffusé le 25 octobre 2021, les effets de la crise du Covid-19 sur les flux de mobilité sortante - notamment des publics scolaires, les échanges d'assistants de langue et les occasions de transformation induites par la situation sanitaire en termes de stratégies internationales et de pratiques pédagogiques. Le rapport formule 22 préconisations de court et moyen termes en vue "d'améliorer, à la lumière de la crise sanitaire, le pilotage, le suivi et la mise en œuvre des actions" relatives au développement des mobilités éducatives internationales.

Afin de relancer les mobilités des élèves et étudiants, l'IGESR suggère d'élaborer un "plan de relance des mobilités européennes" dans le cadre de la présidence française de l'Union européenne. Photo by Juliana Kozoski on Unsplash

L'impact de la crise sanitaire sur la mobilité des élèves à l'étranger suscite "d'autant plus l'attention que la question des mobilités constitue depuis plusieurs années un axe central des politiques d'internationalisation des établissements d'enseignement, et que le président de la République a fixé comme objectif à notre système scolaire et universitaire d'être en capacité d'accueillir 500 000 étudiants étrangers en 2027", souligne un [rapport](#) de l'IGÉSR mis en ligne le 25 octobre 2021.

Il s'inscrit dans la perspective de la présidence française de l'Union européenne, au premier semestre 2022, précisent ses auteurs, Guillaume Tronchet, Hervé Tilly, François Laurent et Christian Bigaut.

Accompagner la reprise des mobilités sortantes

Au cours de la crise sanitaire, parmi les mobilités européennes et internationales sortantes, celles des élèves du primaire et du secondaire ont connu une baisse de 65 % en 2019-2020 et "un arrêt quasi-total" l'année suivante, expose le rapport. "La reprise des mobilités semble assurée dès que le contexte sanitaire et la circulation aux frontières pourront le permettre", poursuivent ses auteurs.

En 2020-2021, la mobilité des apprentis a été "fortement impactée" avec une chute de près de 90 % des "mobilités PFMP" tandis que celles professionnelles, dans le cadre d'Erasmus +, ont baissé de 37 % sur un an.

Afin d'accompagner "la reprise" de ces mobilités dans l'enseignement scolaire, le rapport suggère notamment de "mettre en place un groupe de travail associant la Dgesco, la Dreic, la DAJ et des rectorats pour accompagner les chefs d'établissement sur les questions juridiques ayant trait à la reprise des séjours scolaires à l'étranger, en particulier la responsabilité juridique des chefs d'établissement" et d'"actualiser le cadre du régime d'assurances à souscrire par les EPLE pour l'organisation de mobilités collectives et individuelles à l'étranger".

Élaborer un plan de relance des mobilités européennes

Les auteurs du rapport incitent le MENJS à "améliorer son dispositif de suivi et d'information sur les mobilités européennes et internationales" car, si des progrès ont été réalisés par les académies, "une harmonisation est encore nécessaire pour un pilotage national".

Plus globalement, pour relancer les mobilités sortantes, le rapport suggère de concevoir un plan *ad hoc* dans le cadre de la présidence française de l'Union européenne, au premier semestre 2022. Il propose en outre d'"organiser un moment à la fois fédérateur, réflexif sur la crise et porteur de perspectives qui pourrait prendre la forme "d'Assises de la mobilité européenne et internationale, associant tous les acteurs des mobilités concernés."

Maintenir les interfaces de coopération interministérielle

Le pilotage national des mobilités pendant la crise a été "globalement réactif et efficace" mais peut "encore être amélioré", indique le rapport. Il fait ainsi état de la mise en place d'interfaces de coopération, notamment interministérielles, qui méritent d'être "prolongées dans l'après-crise".

Pour "améliorer le pilotage et le suivi des mobilités", les auteurs du rapport suggèrent notamment de doter l'État et les opérateurs "d'outils performants" avec :

- la création d'un "système national d'information pour le pilotage et le suivi des mobilités internationales des élèves des EPLE (mobilités collectives, individuelles, PFMP, etc.)",
- la création d'un "groupe-projet doté d'un calendrier clair et réunissant notamment la DNE, la Dgesco, la Dreic, des rectorats et des chefs d'établissements",
- l'obligation d'inscrire les "départs d'élèves et d'étudiants en mobilité encadrée sur le site Ariane du MEAE".

Ils proposent également de "renforcer la coopération au sein de l'écosystème" via :

- la rédaction d'un "protocole de pilotage des mobilités en situation de crise",
- la pérennisation des "groupes de travail interministériels de travail mis en place à l'initiative du MESRI et en élargir le format pour y associer le MENJS (Dreic) en fonction des sujets",
- la relance "sous un format reconfiguré et sous autorité conjointe du MENJS et du MESRI [du] Comité permanent de la mobilité européenne et internationale des jeunes en vue de mieux structurer le pilotage interministériel sur ces sujets".

Développer les mobilités "hybrides"

Aussi, bien qu'elle ait démontré "les capacités d'adaptation et de résilience des acteurs des mobilités", la crise sanitaire a suscité "de nouvelles réflexions". À cet égard, la mission pointe "l'importance à accorder au développement des mobilités dites 'hybrides'", mêlant dimensions physique et virtuelle.

La notion de mobilité hybride permet de "repenser l'ouverture à l'international dans le primaire et le secondaire", défend le rapport. Le programme eTwinning "qui mobilise en 2021 plus de 5 000 enseignants et 68 000 élèves, constitue un levier possible pour mieux séquencer les mobilités et qui mériterait d'être mieux connu des équipes pédagogiques des EPLE."

La "solidité" du programme des assistants de langue

Le programme d'échange des assistants de langue "a démontré sa solidité dans la crise sanitaire", indique le rapport. Environ 30 % des assistants étrangers sont restés en France lors du confinement du printemps 2020. Pour l'année 2020/2021, la France a choisi de maintenir tous ses postes d'assistants étrangers. Il a cependant été constaté une baisse de 22 % des mobilités entrantes et une augmentation de la part des assistants recrutés localement par les académies. Parallèlement, "de nombreux pays", selon le rapport, ont suspendu leur programme d'accueil d'assistants de langue française : la mission a constaté une baisse de 21 % du nombre de postes offerts.

Si l'année 2021/2022 est "encore incertaine" compte tenu de la politique sanitaire des pays partenaires, la mission relève la mise en place d'outils "collaboratifs et numériques performants". À cet égard, elle fait état du développement, par FEI, d'une application pour la gestion et le suivi des inscriptions des assistants de langue. "Actuellement en phase de test en académie", elle devrait être généralisée fin 2021 et constituer alors "un point d'entrée unique".

- *Le Journal de Saône et Loire*, 18/10 : « [Un assistant américain au collège](#) »
- *AEF*, 14/10 : « **France Education international met en ligne Apprendre Ev@lang, un test de positionnement en français** »

Article complet (réservé aux abonnés) :

À l'occasion de la journée internationale des enseignants, le 5 octobre 2021, FEI et l'AUF ont mis en ligne un nouveau test de français, [Apprendre Ev@lang](#). Développé avec le concours d'une trentaine de rédacteurs d'Afrique de l'Ouest, d'Afrique centrale, du Liban et de Madagascar, ce test est proposé sous la forme d'une application mobile, accessible "en ligne" et "hors connexion" aux enseignants du premier et second degrés ainsi qu'aux superviseurs pédagogiques, toutes disciplines confondues. L'objectif de l'application est d'aider les professeurs à situer leur niveau en langue française et identifier leurs marges de progression. Il s'agit d'un "outil de mesure" des compétences en compréhension de l'oral, de l'écrit ainsi qu'en grammaire et lexique. FEI annonce la prochaine mise à disposition, des ministères de l'EN de pays partenaires, d'un 2nd test de français destiné aux formateurs.

- *AFD*, 05/10 : https://www.afd.fr/fr/actualites/valorisation-langue-francaise-appli-pour-enseignants-francophones?origin=/fr/actualites?items_per_page=10.
- *La Presse +* (Montréal), 13 mai : <https://bit.ly/3bzem6e>.
- *Le Fil des Alliances françaises*, n°54, avril : https://www.fondation-alliancefr.org/wp-content/medias/FIL_ALLIANCE/FIL_AF_54_hiver_printemps_2021_STD.pdf
- *AEF, Luce Burnod*, 23/04 : « France Éducation International : une reprise "très rapide" après "l'arrêt total et brutal" lié à la crise (P-F. Mourier) »

Article complet (réservés aux abonnés) :

France Éducation international (FEI, ex-CIEP) est désormais "un acteur majeur à l'échelle mondiale" dans le domaine des certifications, "le cœur de son modèle économique", estime son directeur Pierre-François Mourier, interrogé par AEF info en mars 2021. L'opérateur, qui a délivré 730 000 certifications en 2019, devrait doubler ce chiffre en 2022 "malgré les effets de la pandémie". Si la crise a "freiné" l'élan de FEI et conduit à "l'arrêt total et brutal des sessions d'examens, tests et diplômes" dans la plupart des pays, "la reprise a été très rapide" permettant à l'établissement de "subir des pertes moins élevées que prévu". Ayant fait évoluer ses universités d'été et d'hiver vers le numérique, l'opérateur souhaite désormais "construire une offre globale de formations en présence, hybrides" ou à distance : l'avenir est "à l'hybridation", assure son directeur.

France Education international se mobilise dans la perspective de la présidence française de l'Union européenne, au 1er semestre 2022, indique son directeur général, Pierre-François Mourier. Droits réservés - DR

AEF info : Vous venez d'être renouvelé dans vos fonctions de directeur général de France Éducation International ([lire sur AEF info](#)). Cela coïncide avec le mi-parcours du contrat d'objectifs et de performance 2019-2022 de l'opérateur que vous avez signé ([lire sur AEF info](#)). Quel bilan tirez-vous de cette première partie de mise en œuvre du contrat ?

Pierre-François Mourier : Dans le domaine des certifications, cœur du "modèle économique" de France Éducation international (FEI), nous sommes désormais un acteur majeur à l'échelle mondiale. Nous sommes présents dans plus de 170 pays. En 2019, nous avons délivré environ 730 000 certifications, tests et diplômes confondus, contre 600 000 deux ans auparavant et nous visons près de 1,5 million de tests et diplômes en 2022, malgré les effets de la pandémie.

En outre, cette progression peut être constatée dans la plupart de nos autres domaines d'expertise. Ainsi, nous sommes de plus en plus présents dans la coopération en éducation. Avant la pandémie, 2020 s'annonçait comme une année exceptionnelle : notre portefeuille de projets a été multiplié par plus de trois en moins de quatre ans. Ces projets, remportés en majorité sur appels d'offres, donc face à une concurrence très vive, représentent des acquis considérables, à l'heure où l'opérateur s'est donné pour objectif d'augmenter encore son autofinancement ([lire sur AEF info](#)).

FEI contribue régulièrement à des projets financés par le Fonds de solidarité pour les projets innovants, les sociétés civiles, la francophonie et le développement humain (FSPI). C'est un outil du MEAE, au service de l'aide au développement et de notre politique d'influence, pour le compte duquel nous gérons de nombreux projets FSPI en Afrique, en Amérique latine, dans les Balkans.

Nous nous développons aussi dans l'enseignement supérieur avec d'importants projets comme le campus franco-sénégalais et le projet ADESFA (Appui au développement de l'enseignement supérieur français en Afrique), qui relève de la coopération bilatérale entre universités françaises et universités africaines.

"Nos développements comportent des projets où nous n'étions pas nécessairement attendus"

Nos développements comportent également des projets où nous n'étions pas nécessairement attendus : nous mettons ainsi en œuvre un test francophone "APPRENDRE Ev@lang" avec l'AUF sur financement AFD. Il est destiné aux professeurs africains, qu'ils soient professeurs de français ou en français dans les disciplines non linguistiques. Les professeurs des 26 pays de la zone concernée pourront objectiver leur maîtrise de la langue française à partir du

test, disponible entièrement sur smartphone pour l'entraînement. Sur cette base, nous pourrions mettre en place des actions de remédiation : améliorer la maîtrise du français est l'un des grands enjeux des années qui viennent, en termes de nombre d'enseignants et de qualité de l'enseignement.

AEF info : Le numérique est l'un des grands axes stratégiques du COP 2022 de FEI. Quelles sont vos avancées à cet égard ?

Pierre-François Mourier : Nous avons mis en ligne une plateforme de formation à distance, FEI+, avec une centaine d'heures de modules de formation. Elle est alimentée à partir de nos spécialités (la formation des enseignants en français langue étrangère) et ouverte – c'est l'expression de notre caractère d'opérateur-ensemblier des actions internationales du MENJS ([lire sur AEF info](#)) – à d'autres acteurs : l'AEFE, RFI, TV5 Monde, notamment.

Aussi, nous avons créé un laboratoire numérique de l'éducation, avec la DNE de notre ministère, qui fait la promotion du numérique éducatif français ([lire sur AEF info](#)). Cette action, nouvelle pour nous, permet de mettre en valeur ce qui se fait de mieux dans notre pays en matière d'"EdTech", dans le domaine public ou privé ([lire sur AEF info](#)).

AEF info : Dans quelle mesure la crise sanitaire a-t-elle modifié vos activités ?

Pierre-François Mourier : Elle a évidemment freiné notre élan et nous a par exemple obligés à arrêter nos missions à l'étranger et depuis l'étranger, avec l'accueil de délégations. Alors que nous faisons habituellement 1 000 missions à l'étranger par an, nous avons dû en accomplir une cinquantaine en 2020, sur les trois premiers mois de l'année.

Autre impact : l'arrêt total et brutal des sessions d'examens, tests et diplômes, début 2020 dans la plupart des pays, à commencer par la Chine qui est un grand pays de certification pour nous. Cela a généré une perte d'activité mais la reprise a été très rapide, ce qui a permis à l'établissement de subir des pertes moins élevées que prévu l'an dernier, et nos perspectives pour 2021 me rendent optimiste ([lire sur AEF info](#)).

Le télétravail a été généralisé tandis que la charge de travail s'est plutôt accrue, y compris au cœur de la pandémie. Par exemple, l'activité de reconnaissance des diplômes étrangers (FEI abritant le centre ENIC NARIC France) a continué à augmenter, comme elle le fait depuis quelques années. Autre illustration : les équipes en charge du Label Qualité FLE, dont FEI assure la gestion pour trois tutelles, ont été également mobilisées en continu depuis le début de la crise. De même, des milliers d'assistants de langue français ont pu rejoindre les établissements scolaires cette année, malgré notre crainte, au printemps 2020, de devoir mettre en pause ce programme.

"Dès 2022, nous serons prêts pour que les 865 000 élèves de classe de 3e puissent évaluer leur niveau d'anglais" avec Ev@lang collège

Enfin, alors que nous avons mené à la fin de l'an dernier l'expérimentation de notre test de positionnement en anglais, Ev@lang collège, la fermeture des établissements scolaires début avril 2021 nous empêche de procéder, comme cela était prévu, à sa généralisation ([lire sur AEF info](#)). Dès 2022, nous serons prêts pour que les 865 000 élèves de classe de 3e puissent évaluer leur niveau d'anglais avec ce dispositif, conçu comme une aide pour les enseignants.

La crise a donc eu un impact considérable sur notre établissement, qui vit par et pour l'international et la mobilité. Tout n'est pas négatif : elle a été aussi un accélérateur d'innovation et d'expérimentation.

AEF info : C'est-à-dire ?

Pierre-François Mourier : À la place de l'université d'été de français langue étrangère, le BELC, qui rassemble traditionnellement en "présentiel" 450 à 500 acteurs du français dans le monde (formateurs, enseignants, cadres...) chaque année à Nantes, nous avons créé un campus numérique, entièrement gratuit. Il a réuni, en juillet 2020, près de 25 000 participants dont presque 19 000 du continent africain. Beaucoup d'entre eux n'auraient sans doute pas pu faire le déplacement en France. C'est considérable.

Lors du BELC d'hiver entièrement numérique qui vient de s'achever, nos experts ont formé 250 enseignants et cadres éducatifs, en classes virtuelles, ou par modules tutorés. Notre programme cherche à toucher l'ensemble de nos publics, en prenant en compte les fuseaux horaires et les accès à la connectivité de chacun. Le numérique n'est pas la panacée mais il rencontre le succès : nous avons eu très peu de perte de participants en ligne.

En 2020, nous avons également dû annuler les manifestations prévues pour célébrer les 75 ans de la création de notre établissement. Aussi, nous avons organisé une série de webinaires en décembre dernier, qui présentaient nos principaux champs d'activité. 2 200 personnes, de 87 pays, ont participé à ces cinq conférences en ligne. Cette couverture géographique souligne l'intérêt pour nos activités au niveau mondial.

La pandémie a aussi enraciné des processus internes déjà en cours de développement, tels que la généralisation du télétravail, certes contraint. Il faudra en tirer toutes les conséquences, notamment pour conserver un véritable collectif de travail, à l'issue de la crise. Et nos chantiers pour faire de FEI un établissement modèle pour le développement durable ont continué à progresser.

AEF info : La passation de tests fait partie de vos principales activités. Dans quelle mesure ces tests peuvent se dérouler à distance ?

Pierre-François Mourier : Certains, comme le TCF SO ("sur ordinateur"), se passent déjà sur ordinateur, de façon entièrement dématérialisée, mais encore en présentiel, notamment pour des questions de surveillance des sessions et en raison de leur caractère certifiant. Ces certifications s'inscrivent dans des projets de vie à fort enjeu comme l'admission dans un établissement d'enseignement supérieur ou l'accès à la nationalité française.

"Nous expérimentons, avec des entreprises françaises, des solutions [...] de télésurveillance afin de permettre à terme aux utilisateurs de les passer à distance."

Nous expérimentons, avec des entreprises françaises, des solutions dites de "proctoring" ou télésurveillance afin de permettre à terme aux utilisateurs de les passer à distance. La lutte contre la fraude est très importante, mais un équilibre doit être trouvé entre garantir la qualité de la délivrance, le respect de l'équité de traitement des candidats et la protection des données personnelles. L'enjeu est de taille : il s'agit pour notre pays, à l'international, de faire face à la concurrence accrue des grandes structures évaluatives en place, mais aussi de nouveaux acteurs issus du monde de l'internet. La bataille mondiale de l'évaluation et de la certification ne fait que commencer, de son issue dépendra le maintien de la souveraineté diplômante de notre pays.

AEF info : Quelles seront vos priorités pour les prochains mois ?

Pierre-François Mourier : Au-delà de ceux déjà évoqués plus haut, notamment Ev@lang, qui pourrait connaître de nouvelles déclinaisons, en français et en langues étrangères, plusieurs

chantiers nous mobilisent. Grâce à l'intelligence artificielle, nous cherchons à développer une solution automatisée d'assistance à la correction d'épreuves écrites en langue française : le projet de FEI de 1 million d'euros sera financé à hauteur de 30 % par le FTAP en 2021-2023 ([lire sur AEF info](#)).

Nous construisons une offre globale de formations en présence, hybrides ou entièrement à distance (campus numériques) pour atteindre des publics plus nombreux (enseignants de FLE, cadres du réseau culturel, formateurs en France) et mieux accompagner les enseignants dans la production de ressources pédagogiques en ligne. L'avenir n'est ni au tout présentiel, ni au tout distanciel, mais à l'hybridation.

Enfin, après l'accueil du G7 Éducation ([lire sur AEF info](#)) et du bureau de la Conférence des ministres de l'Éducation des États et gouvernements de la Francophonie (Confemen) en 2019 ([lire sur AEF info](#)), FEI se mobilise d'ores et déjà aux côtés du MENJS afin de contribuer à la réussite de la présidence française du Conseil de l'Union européenne qui se tiendra au premier semestre 2022.

- ***News Tank Education, 24/02*** : « France Éducation International : Pierre-François Mourier renouvelé comme directeur général »
- ***Les acteurs de la vie scolaire, février*** : « La formation continue et le développement professionnel des personnels d'éducation »

Article complet (réservé aux abonnés) :

Que sait-on aujourd'hui de la formation continue et du développement professionnel des personnels d'éducation ? Que nous apprennent les résultats de la recherche et les expériences à l'international sur les politiques de formation continue ? Du 16 au 20 novembre 2020, le Centre national des études scolaires (CNESCO) a organisé, en partenariat avec France Éducation international et Réseau Canopé, une conférence de comparaisons internationales sur la formation continue et le développement professionnel des personnels d'éducation. Elle était coprésidée par Régis Malet (IUF, université de Bordeaux, France) et Olivier Maulini (université de Genève, Suisse). Retrouvez les vidéos des conférences plénières : bit.ly/2MB7Thd.